



COVEA FINANCE SAS

COVEA PROFIL OFFENSIF

rapport
annuel

FONDS COMMUN DE PLACEMENT - FCP DE DROIT FRANÇAIS

EXERCICE CLOS LE : 31.12.2021

informations concernant les placements et la gestion.....	3
rapport d'activité	10
rapport du commissaire aux comptes	27
comptes annuels	31
bilan	32
actif	32
passif	33
hors-bilan.....	34
compte de résultat.....	35
annexes	36
règles & méthodes comptables	36
évolution actif net	39
compléments d'information	40
inventaire.....	50

Société de gestion	COVEA FINANCE SASU 8-12, rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
Dépositaire et conservateur	CACEIS BANK 1-3, place Valhubert - 75013 Paris
Établissement placeur	CACEIS BANK 1-3, place Valhubert - 75013 Paris
Commissaire aux Comptes	DELOITTE ET ASSOCIES 6, place de la Pyramide - 92908 Paris - La Défense cedex
Commercialisateur	COVEA FINANCE SASU (Entité du groupe COVEA) 8-12, rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris

informations concernant les placements et la gestion

Classification : Actions internationales

Affectation des sommes distribuables :

Résultat : Parts C : capitalisation / Parts D : distribution.

Plus-values réalisées nettes : capitalisation des parts C et D.

Objectif de gestion : L'OPCVM a pour objectif de chercher à obtenir, sur un horizon d'investissement long terme (supérieur à 5 ans), une performance diminuée des frais de gestion supérieure à celle de son indicateur de référence composé à 75% de l'indice MSCI Euro, à 15% de l'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond IG 5/7 ans, et à 10% de l'€STR capitalisé, et ce en recherchant le meilleur couple rentabilité / risque.

Indicateur de référence : L'indicateur de référence est un indicateur composite :

- 75% MSCI Euro
- 15% FTSE MTS Eurozone Government bond IG 5/7 ans
- 10% €STR capitalisé

L'indice MSCI Euro est représentatif de l'évolution des marchés actions de la zone euro. Cet indice est consultable sur le site : www.msci.com

L'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond IG 5/7 ans est un indice obligataire libellé en euros qui mesure la performance du marché des emprunts d'Etats de la zone Euro dont la maturité est comprise entre 5-7 ans.

Cet indice est publié par www.ftserussel.com

L'€STR (Euro Short Term Rate) correspond au taux d'intérêt interbancaire de référence de la zone euro. L'€STR repose sur les taux d'intérêt des emprunts en euros sans garantie, contractés au jour le jour par les établissements bancaires. Ces taux d'intérêt sont obtenus directement par la BCE dans le cadre de la collecte de données statistiques du marché monétaire.

Toutefois, la gestion de l'OPCVM n'est pas indicielle, la composition du portefeuille de l'OPCVM peut, à tout moment, s'écarter significativement de celle de son indicateur de référence; des écarts de performance et de risque peuvent ainsi en découler.

Stratégie d'investissement :

Description des stratégies utilisées :

La gestion du fonds est active et discrétionnaire.

L'objectif est d'offrir une gestion profilée d'un portefeuille investi en OPC et en valeurs mobilières françaises et étrangères : obligations, actions, titres de créances négociables et toute autre valeur négociée sur un marché réglementé.

Pour établir la stratégie d'investissement, l'équipe de gestion s'appuie, dans un premier temps, sur les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») qui présente trois fois par an les scénarios macro- économiques par zone ou par pays (taux de chômage,

inflation, croissance du PIB, taux d'intérêt) retenus par la société de gestion ainsi que sur les conclusions des comités de gestion mis en place par la société de gestion, notamment dans le cadre de la sélection de titres en direct.

Dans un deuxième temps, l'équipe de gestion du fonds décide à travers le comité de gestion de la répartition entre les différentes classes d'actifs et plus particulièrement du degré d'exposition aux différents marchés afin de répondre aux objectifs géographiques ou thématiques.

L'OPCVM ne tient actuellement pas compte des risques de durabilité ou des incidences négatives en matière de durabilité dans le processus de décision d'investissement car ils ne font pas partie de la stratégie principale du Fonds. Toutefois, l'OPCVM peut tenir compte des facteurs de durabilité au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure ») dans son processus d'investissement même si cet OPCVM n'atteint pas les standards minimaux de l'approche extra-financière non engageante à travers d'une part, la politique d'exclusion normative et sectorielle applicable à tous les OPC qu'elle gère et d'autre part, un système d'appréciations extra-financières en fonction de la disponibilité des données des OPC sous-jacents dans lesquels l'OPC investit. Les politiques d'exclusion et ESG sont disponibles sur le site internet de la Société de gestion à l'adresse www.covea-finance.fr.

L'exposition du fonds aux différents risques est la suivante :

- Exposition au risque actions : entre 60 % et 120 % de l'actif net.
- Exposition au risque de taux : de 0% à 40% maximum de l'actif net ;
- Exposition au risque de change : jusqu'à 100% de l'actif net.
- Exposition au marché des matières premières (via des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières) : jusqu'à 15% de l'actif net.

Le fonds est investi de 20% jusqu'à 100% de l'actif net en parts ou actions d'OPC.

Le Fonds sélectionne également des actions et des OPC investis en actions internationales, y compris et dans une moindre mesure, ceux spécialisés sur les sociétés de petites et/ou moyennes capitalisations dans la limite de 30% de l'actif net et ceux spécialisés sur les pays émergents dans la limite de 20% de l'actif net.

Le fonds peut être exposé, à travers ses sous-jacents, au marché des matières premières, dans une limite maximale de 15% de l'actif net.

Les stratégies utilisées, visant à réaliser l'objectif de gestion de l'OPCVM, sont principalement les suivantes :

- Allocation tactique d'actifs entre actions, obligations, monétaire ;
- Allocation actions : géographique ;
- Allocation obligataire : choix du degré de risque crédit et allocation géographique ;
- Allocation devise : choix du degré de couverture de change et/ou d'exposition.

Description des catégories d'actifs :

- Actions ou parts d'organismes de placement collectifs et de fonds d'investissement :

L'OPCVM peut investir de 20% minimum jusqu'à 100% maximum de l'actif net en parts ou actions d'organismes de placement collectifs dont les fonds indiciels cotés (ETF) comprenant :

- de 20% à 100% maximum de l'actif net en OPC actions;
- de 0% à 40% maximum de l'actif net en OPC obligataires, monétaires et monétaires court terme;
- de 0 à 30 % maximum de l'actif net en OPC sans critère de classification;
- de 0 à 30% maximum de l'actif net en OPC indiciels cotés.

L'OPCVM pourra avoir recours :

- jusqu'à 100% de l'actif net en actions ou parts d'OPCVM français et/ou étrangers ;
- jusqu'à 15% de l'actif net en parts ou actions de FIA de droit français ou d'autres pays de l'Union européenne à condition de respecter les 4 critères définis par l'article R214-13 du Code monétaire et financier.

Les organismes de placement collectifs mentionnés ci-dessus peuvent être gérés par la société de gestion.

- Actions et/ou valeurs assimilées :

Le fonds peut être investi en actions et/ou valeurs assimilées à hauteur maximale de 40 % de l'actif net.

La sélection s'effectue sur des titres donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital ou aux droits de vote, de sociétés de toute taille de capitalisation, ayant leur siège social dans un pays membre de l'OCDE.

Le fonds peut investir jusqu'à 30% de son actif net en actions et/ou valeurs assimilées de petites et/ou moyennes capitalisations.

- Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Le fonds peut être investi à hauteur maximale de 25 % de l'actif net dans des titres de créances et instruments du marché monétaire émis par des émetteurs publics ou supranationaux et assimilés ou par des émetteurs privés, sans clé de répartition prédéfinie, des Etats membres de l'OCDE, sur tout type de maturité, de devises et de notation minimale à l'acquisition de BBB- (agences Standard & Poor's , Fitch ou notation équivalente chez Moody's ou toute notation jugée équivalente par la Société de gestion). En cas de divergence sur la notation du titre par ces trois agences de notation, la notation la moins favorable sera retenue.

Le portefeuille de l'OPCVM peut être investi, via les OPC, dans des titres de taux de catégorie "Haut Rendement" (notation inférieure à BBB- Standard & Poors ou équivalent Moody's et Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion)

dans une limite maximale de 10% de l'actif net. En cas de divergence sur la notation du titre par ces trois agences de notation, la notation la moins favorable sera retenue.

La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en oeuvre sa propre analyse interne. En cas de dégradation de notation, l'appréciation des contraintes de notation prendra en compte l'intérêt des porteurs, les conditions de marché et la propre analyse de la société de gestion sur la notation de ces produits de taux.

Autres caractéristiques :

L'OPCVM sera soumis aux limites d'expositions suivantes :

Fourchette de sensibilité aux taux d'intérêts	de -10 à +10
Devises utilisées / Zones géographiques	Toutes devises / OCDE
Exposition risque de change	100% maximum

- Instruments dérivés :

L'OPCVM peut avoir recours à des instruments dérivés dans la limite de 100% maximum de son actif net. Nature des marchés :

- Réglementé
- Organisés
- De gré à gré

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Actions
- Taux
- Change
- Crédit
- Indice (dont indices de matières premières)
- Autres risques : volatilité

Nature des interventions :

- Couverture
- Exposition

Nature des instruments dérivés utilisés :

- Futures (sur actions/indices/taux d'intérêts/devises/volatilité/indices de matières premières)
- Options (sur actions/indices/taux d'intérêts)
- Swaps (de taux/change)
- Change à terme

Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

En vue de réaliser l'objectif de gestion de l'OPCVM, le gérant se réserve la possibilité d'investir sur des instruments dérivés. C'est dans cet esprit d'optimisation de la performance que les produits dérivés sont utilisés occasionnellement dans la limite d'un engagement maximum de 100% de l'actif net de l'OPCVM. Les instruments financiers à terme et/ou conditionnels font partie du processus d'investissement en raison de leur liquidité et de leur rapport coût/efficacité. Leurs sous-jacents relèvent des catégories d'actifs utilisés en direct.

Les futures sur devises, contrats à terme liés aux marchés des changes, sont utilisés en achat ou vente comme substituts, peu onéreux et liquides, aux devises. Ils permettent d'ajuster l'exposition devises (ou en couverture), afin de réaliser l'objectif de gestion.

Les futures sur actions/ indices liés aux marchés actions sont utilisés en ajustement de l'exposition actions (ou en couverture), afin de réaliser l'objectif de gestion.

Les futures sur volatilité sont utilisés dans une optique de couverture ou d'exposition au niveau de la volatilité implicite des principaux indices des marchés actions en permettant de tirer profit d'une hausse/baisse du niveau absolu de l'indice de volatilité.

Les futures sur taux d'intérêts (contrats à terme) sont utilisés en achat ou vente comme substituts, peu onéreux et liquides, aux titres vifs pour ajuster l'exposition globale du portefeuille au risque de taux.

Les futures sur indices de matières premières sont utilisés afin d'ajuster l'exposition globale du portefeuille au risque matières premières dans une limite de 15% maximum de l'actif net. Les indices de matières premières auxquels le fonds aura recours seront constitués de différentes matières premières. Le fonds peut investir sur :

- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières respectant la règle de diversification de l'indice des 20%/35% ;
- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières ne respectant pas la règle des 20%/35% en respectant les règles de division des risques des 5%/10%/40%.

Les options sur actions/ indices liés aux marchés actions sont utilisées en ajustement de l'exposition actions, en couverture d'un

risque action (par exemple élimination de la composante action d'une obligation convertible) ou en couverture du risque crédit (par exemple en exploitant la corrélation entre la variation des indices boursiers et celle des spreads de crédit).

Les options sur actions/ indices liés aux marches actions permettent aussi de tirer profit d'une hausse/baisse de la volatilité.

Les options sur actions/ indices liés aux marches actions ouvrent la possibilité de stratégies de gestion dites « asymétriques », dans lesquelles les gains potentiels peuvent être illimités pour des pertes potentielles strictement limitées ou inversement.

Les options sur taux d'intérêts permettent de tirer profit d'une hausse/baisse de la volatilité et/ou d'ajuster l'exposition globale du portefeuille au risque de taux.

Les swaps de taux peuvent être utilisés, de manière occasionnelle, comme substituts aux titres vifs pour exposer ou couvrir le portefeuille face à l'évolution des taux d'intérêts lorsqu'ils se révèlent plus intéressants financièrement que ces derniers. Ils peuvent aussi permettre de passer d'une obligation à taux variable à une obligation à taux fixe (ou réciproquement) en fonction des anticipations de taux du gérant, tout en conservant le spread de crédit offert par l'émetteur de l'obligation.

Les swaps de change et les opérations de change à terme sont utilisés pour couvrir ou exposer le risque de change d'une obligation en devise (par exemple quand pour un émetteur donné et une maturité donnée, les obligations de cet émetteur offrent un meilleur rendement en devise échangée en euro que directement en euro).

Le change à terme est utilisé en couverture/exposition à une devise.

Le risque de taux des instruments mentionnés ci-dessus est pris en compte dans la fourchette de sensibilité autorisée.

Le risque actions de ces instruments est pris en compte dans la fourchette autorisée d'exposition aux marchés actions.

- Titres intégrant des dérivés :

L'OPCVM peut avoir recours à des titres intégrant des dérivés de la façon suivante : Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Actions
- Taux
- Change
- Crédit
- Indice (dont indices de matières premières)

Nature des interventions :

- Couverture
- Exposition

Nature des instruments dérivés utilisés :

- Obligations convertibles
- Bons de souscriptions de titres financiers
- Warrants
- Titres de créances ou EMTN à rémunération ou remboursement indexé
- Certificats ayant pour sous-jacent des indices de contrat à terme sur matières premières
- Autres titres de capital ou de créance comportant un contrat financier (y compris les contrats à terme sur indices de matières premières).

Stratégie d'utilisation des titres intégrant des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

L'OPCVM pourra avoir recours à des obligations convertibles, bons de souscriptions de titres financiers, warrants et autres titres de capital ou de créance comportant un contrat financier ainsi qu'à des Titres de créances ou EMTN à rémunération ou remboursement indexé dans un but de couverture et/ou d'exposition notamment aux risques actions, taux, crédit ou change dans la limite de 20% de l'actif net.

Les OPCVM dans lesquels le fonds investit pourront avoir recours à des titres intégrant des dérivés.

Le recours à des certificats, avec pour objet de permettre au gérant d'exposer immédiatement le fonds aux perspectives d'un marché ou d'un secteur particulier y compris celui des matières premières, sera limité à 5% de l'actif. Les certificats envisagés pourront avoir pour sous-jacent des indices de contrats à terme sur matières premières.

Le fonds peut avoir recours à des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières dans la limite maximale de 15% de l'actif net. Les indices de matières premières auxquels le fonds aura recours seront constitués de différentes matières premières.

Le fonds peut investir sur :

- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières respectant la règle de diversification de l'indice des 20%/35% ;
- des contrats à terme sur indices de marchandises/matières premières ne respectant pas la règle des 20%/35% en respectant les règles de division des risques des 5%/10%/40%.

- Emprunts d'espèces :

Dans l'objectif d'un investissement en anticipation de hausse des marchés ou de façon plus temporaire dans le cadre de rachats importants, l'équipe de gestion peut effectuer des emprunts d'espèces dans la limite de 10% de l'actif net.

- Dépôts :

Les dépôts effectués auprès d'un établissement de crédit dont le siège est établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'Espace Economique Européen dont le terme est inférieur à 12 mois peuvent être utilisés afin de rémunérer de la trésorerie dans la limite maximale de 10% de l'actif net.

- Liquidités :

Afin de répondre à l'objectif de gestion, l'OPC peut détenir des liquidités dans la limite de 10% maximum de l'actif net. Toutefois, lorsque des conditions exceptionnelles sur le marché le justifient, l'OPC peut porter cette limite à 20% sans que ces liquidités cumulées avec l'exposition aux éléments mentionnés au III de l'article R.214-21 et de l'article R.214-32-29 du code monétaire et financier ne dépassent 30% de l'actif net.

- Opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres :

L'OPC pourra mettre en œuvre les techniques de cessions ou d'acquisitions temporaires d'instruments financiers. Celles-ci consisteront en des prêts/emprunts de titres et/ou mises/prises en pension d'actions et/ou de produits

de taux (titres de créances et instruments du marché monétaire) dans la limite maximale de 100% de son actif net avec la faculté de rappeler le montant total en espèces pour les opérations de prise en pension contre espèces à tout moment ou de mettre fin à l'opération qu'il a contractée.

La proportion attendue d'actifs sous gestion qui fera l'objet d'opérations d'acquisition et/ou de cession temporaires de titres pourra représenter 10% de l'actif net.

Les opérations éventuelles d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres seront toutes réalisées dans des conditions de marché et dans les limites réglementaires. Ces opérations sont réalisées dans un but de gestion de trésorerie et/ou d'optimisation des revenus de l'OPC.

Les contreparties de ces opérations seront des établissements de crédit, de notation minimale "Investment Grade" et dont le siège social est situé dans un pays membre de l'OCDE. Elles seront sélectionnées par un comité de sélection des contreparties selon des critères définis par la société de gestion. Des informations complémentaires sur la rémunération figurent dans le paragraphe relatif aux frais et commissions.

Les actifs reçus par l'OPC dans le cadre des opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres seront conservés par le dépositaire du fonds.

Les actifs reçus par l'OPC dans le cadre des techniques de gestion efficace sont considérés comme des garanties financières.

- Informations sur les garanties financières :

Dans le cadre de la réalisation des transactions sur instruments dérivés de gré à gré et les opérations d'acquisition / cession temporaires des titres, l'OPCVM peut recevoir des actifs financiers considérés comme des garanties et ayant pour but de réduire son exposition au risque de contrepartie.

Il n'y a pas de politique de corrélation dans la mesure où l'OPC recevra uniquement des espèces en garantie financière (collatéral).

A cet égard, toute garantie financière reçue respectera les éléments suivants : Les garanties financières reçues en espèces seront :

- placées en dépôt auprès d'entités éligibles,
- investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
- utilisées dans une prise en pension livrée ;
- investies dans des organismes de placement collectif (OPC) Monétaire

Les risques associés aux réinvestissements des espèces dépendent du type d'actifs ou du type d'opérations et peuvent consister en des risques de liquidité ou des risques de contrepartie.

Niveau d'utilisation maximum des différents instruments :

L'exposition globale en titres vifs, parts ou actions d'OPC ainsi qu'en instruments financiers à terme pourra porter sur 200% de l'actif net (soit jusqu'à 100 % de l'actif net en titres vifs et parts ou actions d'OPC et jusqu'à 100 % de l'actif net en instruments dérivés) dans le respect des limites des catégories d'exposition prédéfinies. Cette limite d'engagement prend en compte, le cas échéant, les instruments intégrant des dérivés.

Profil de risque : Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

Les risques auxquels s'expose l'investisseur sont les suivants :

Risque lié à la gestion discrétionnaire

Le style de gestion appliqué au fonds repose sur la sélection de valeurs. Il existe donc un risque que les valeurs sélectionnées ne soient pas les plus performantes. La performance du fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. La valeur liquidative du fonds peut en outre avoir une performance négative.

Risque de perte en capital

Le fonds ne bénéficie d'aucune garantie, ni protection. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

Risque de change

Il correspond au risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du fonds qui est l'Euro. Ce risque sera représenté par la part du portefeuille non investie en Euro. La fluctuation des devises par rapport à l'Euro peut avoir une influence négative sur la valeur liquidative du fonds (dans le cas où l'exposition à ces devises n'est pas couverte).

Risque actions

Il correspond au risque lié aux variations des marchés actions qui peuvent avoir un impact négatif sur l'évolution de la valeur liquidative du fonds en cas de baisse des marchés actions.

Risque lié à l'investissement dans des petites et/ou moyennes capitalisations

Il correspond au risque lié à des investissements en actions de sociétés de petites et/ou moyennes capitalisations dont le cours peut être plus volatile et la liquidité des titres plus réduite que ceux de sociétés de grande capitalisation, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque lié à des investissements dans des pays émergents

Il correspond au risque lié aux investissements en titres et/ou devises des pays émergents qui se caractérisent par un cours plus volatil et une liquidité des titres plus réduite. Ces marchés peuvent présenter par ailleurs des risques particuliers dus à des conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés pouvant s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque de taux

Il correspond au risque lié à une remontée des taux d'intérêt ayant pour conséquence une baisse des cours des titres de créance et/ou des instruments du marché monétaire pouvant ainsi entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque de crédit

Il correspond au risque pouvant résulter du défaut ou de la dégradation de la qualité de crédit d'un émetteur d'instruments de taux. La valeur des instruments de taux peut baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque lié à l'investissement dans des titres spéculatifs

Les titres classés en "spéculatifs" ou "haut rendement" présentent un risque accru de défaillance, sont susceptibles de subir une forte volatilité et ne sont pas toujours suffisamment liquides pour être vendus à tout instant au meilleur prix, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque lié aux matières premières

Le fonds peut être exposé à travers ses sous-jacents au marché des matières premières. Les matières premières peuvent avoir une évolution significativement différente des marchés de valeurs mobilières traditionnelles. Une évolution défavorable des marchés de matières premières pourra faire baisser la valeur liquidative du fonds en raison de son exposition indirecte aux matières premières.

Risque lié à l'investissement dans des instruments dérivés et/ou titres intégrant des dérivés

Le fonds peut avoir recours à des instruments dérivés et/ou à des titres intégrant des dérivés. L'utilisation de ces instruments en cas de stratégie d'exposition dans un marché baissier ou de stratégie de couverture dans un marché haussier peut entraîner un impact négatif sur la valeur liquidative du fonds.

Risque de contrepartie

Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Part D : Tous souscripteurs, peut être support de contrats assurance vie

Part C : Tous souscripteurs, peut être support de contrats assurance vie

L'orientation de placement correspond aux besoins de personnes qui recherchent une valorisation dynamique du capital, et qui acceptent de s'exposer à un risque action important.

La durée recommandée de ce placement est au minimum de 5 ans.

Cet OPCVM ne peut être offert, vendu, commercialisé ou transféré aux Etats-Unis (y compris ses territoires et possessions) ni bénéficier directement ou indirectement à une personne physique ou morale américaine, à des citoyens américains ou à une « US Person » au sens du dispositif FATCA de 2010.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle du porteur qui, pour la déterminer, doit prendre en compte son patrimoine personnel, ses besoins actuels et la durée de placement recommandée ainsi que son aversion au risque. Il est recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

Régime fiscal : L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés en France. Le principe de la transparence fiscale s'applique au porteur.

La fiscalité du porteur dépend de la qualité de résident ou non résident de la personne morale ou physique.

Les revenus distribués sont soumis à l'impôt sur les revenus pour les personnes physiques résidentes, sauf cas particulier de prélèvement libératoire ou à l'impôt sur les sociétés pour les personnes morales.

Les plus-values latentes dégagées par les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés sont à intégrer dans le résultat imposable selon les modalités fiscales applicables à leur catégorie.

Les dividendes reçus par un porteur non-résident sont soumis à la retenue à la source sous réserve de l'existence d'une convention fiscale avec le pays du porteur de parts.

D'une manière générale, les porteurs de parts du Fonds sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal. Cet OPCVM peut servir de support aux contrats d'assurance vie.

Pour plus de détails, le prospectus est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion.

- La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance et sur le site www.covea-finance.fr.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris.
Courriel : communication@covea-finance.fr
- Date de création de l'OPCVM : 23 janvier 1988.

rapport d'activité

Environnement Economique

En 2021, après une récession historique, la reprise de l'économie mondiale s'est faite par à-coup au gré des développements sanitaires et des nouveaux variants du Covid-19. Dans ce contexte, les mesures de soutien budgétaires et monétaires exceptionnelles ont d'abord été prolongées dans de nombreux pays et des plans de relance d'une ampleur inédite ont été déployés, notamment aux États-Unis. Après avoir assoupli considérablement leurs politiques monétaires, la Réserve fédérale américaine et la Banque Centrale Européenne doivent désormais faire face à un rebond très marqué de l'inflation qui les pousse à entamer une normalisation progressive. En effet, la perturbation des chaînes de valeur mondiales et les goulets d'étranglement consécutifs à la reprise entraînent pénuries et tensions sur les prix. L'envolée des prix de l'énergie et des matières premières contraint également la bonne reprise de l'économie. Dans ce contexte, les divergences entre pays, illustrées par l'hétérogénéité des profils de reprises, se renforcent. L'économie américaine apparaît ainsi plus avancée dans sa reprise alors que les tensions croissantes sur le marché du travail entraînent une accélération des salaires. En Zone euro, la reprise, bien que remarquable eu égard à l'ampleur du choc enregistré en 2020, est moins aboutie et rappelle, une fois de plus, l'hétérogénéité considérable de la région. Enfin, au Royaume-Uni, de nombreuses questions liées au Brexit restent en suspens et provoquent des perturbations qui s'ajoutent aux problématiques liées aux contraintes d'approvisionnement. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié contre dollar de 7,7% et termine à 1,1326 dollars pour un euro. Le prix du baril de pétrole Brent augmente de 50,2% et termine l'année à 77,8 dollars.

Aux États-Unis, la première année de présidence de Joe Biden a été marquée par la mise en place d'importants plans budgétaires. Le Congrès a ainsi adopté un plan de soutien de 1900 Mds\$ en début d'année, puis s'est accordé, après de longues négociations, sur un plan de 1000 Mds\$ de dépenses d'infrastructures (550 Mds\$ de nouvelles dépenses) sur 10 ans. En revanche, la mise en place du plan de relance Build Back Better, centré sur les dépenses sociales et environnementales, demeure en suspens en raison de l'opposition de quelques sénateurs démocrates. Du côté des données d'activité, la consommation des ménages, après avoir été fortement soutenue par les aides au revenu, reste dynamique mais montre des signes d'essoufflement face à l'intensification des tensions inflationnistes. L'industrie reste pour sa part pénalisée par la perturbation des chaînes de valeur, illustrée notamment par l'augmentation très importante des délais de livraison. Après un recul historique, l'emploi a enregistré une reprise importante en 2021 qui entraîne des difficultés de recrutement susceptibles de tirer la dynamique des salaires à la hausse. L'emploi total demeure toutefois encore en deçà des niveaux d'avant-crise en fin d'année. Dans ce contexte, la hausse des prix a atteint un niveau historique, à 6,8% en novembre 2021, portée à la fois par des éléments liés à la pandémie et par des éléments plus durables, tels que la hausse des prix des loyers. Face à la montée des pressions inflationnistes, la Réserve fédérale s'est vue contrainte d'avancer la normalisation de sa politique monétaire. Le comité de politique monétaire a ainsi décidé d'accélérer la réduction de son programme d'achat de titres, qui avait été initié au printemps 2020, et envisage désormais d'augmenter son taux directeur dès le premier semestre 2022.

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a amorcé la normalisation de sa politique monétaire et a procédé à une hausse de son taux directeur de 15 points de base, le portant à 0,25%. La Banque d'Angleterre estime qu'un « modeste durcissement » de la politique monétaire au cours des années à venir apparaît approprié pour ramener l'inflation vers la cible des 2% dans un contexte d'intensification des pressions inflationnistes (l'inflation atteint 5,1% en novembre) et de tensions sur le marché du travail.

En Zone euro, l'activité a, après un choc économique sans précédent en 2020, enregistré une reprise contrastée. Si la consommation, et notamment la consommation de bien, a bien rebondi, la production industrielle est pour sa part restée en difficulté. L'industrie allemande, fortement liée au secteur automobile, a notamment fait les frais des pénuries de semi-conducteurs. Du côté de l'emploi, le marché du travail a fait preuve d'une résistance remarquable avec un taux de chômage et un niveau d'emploi qui a quasiment retrouvé les niveaux d'avant-crise en fin d'année malgré la fin des dispositifs de chômage partiel en septembre. Comme souvent en Zone euro, la reprise est toutefois hétérogène entre les pays, avec l'Espagne qui reste à la traîne, tandis que la France affiche un rebond plus. Enfin, les prix ont également enregistré une nette accélération, amplifiée en fin d'année par l'accélération des prix de l'électricité et du gaz et les effets de base liés à la baisse temporaire de la TVA allemande au deuxième semestre 2020. Dans ce contexte, la Banque Centrale Européenne (BCE) a procédé à un modeste durcissement de sa politique monétaire en annonçant une réduction progressive de ses achats d'actifs et en se laissant la possibilité d'intervenir en cas de nouveau choc lié à la pandémie ou de resserrement des conditions de financement. Le programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) prendra fin en mars 2022. La BCE a par ailleurs annoncé une extension des réinvestissements du PEPP jusqu'à la fin 2024 (contre 2023 précédemment). Enfin, le rythme d'achats d'actifs nets du programme d'achat d'actifs APP sera augmenté temporairement au deuxième et troisième trimestre 2022. Au niveau politique, l'année a été marquée par les élections fédérales allemandes, qui ont abouti à la formation d'une coalition entre les socio-démocrates du SPD, les Verts et des libéraux du FDP. Cette coalition sera menée par Olaf Scholz, ancien ministre des Finances d'Angela Merkel et candidat du SPD.

En Chine, l'économie, qui a été l'une des seules à afficher une croissance positive en 2020, est entrée dans une phase de ralentissement sur fond de contraintes réglementaires, d'accélération des prix (en particulier des prix à la production), de difficultés du secteur immobilier et de mesures ponctuelles de restriction sanitaire. Dans ce contexte, la Banque populaire de Chine (PBoC) a, à rebours des autres banques centrales, procédé à un assouplissement de sa politique monétaire en baissant plusieurs de ses taux directeurs. La PBoC a également annoncé des mesures visant à limiter l'appréciation du Yuan. Au Japon, la reprise de l'activité a été très limitée en lien avec les restrictions sanitaires et les problématiques d'approvisionnement. Au niveau politique, F. Kishida a succédé à Y. Suga en tant que Premier ministre du Japon et a dévoilé un nouveau plan de relance d'un montant de 430Mds€ destinés à faire face aux effets prolongés de la crise du Sars-COV-2 et réduire les inégalités en améliorant la redistribution des richesses. Au niveau monétaire, l'inflation accélère également au Japon mais reste sur des niveaux faibles (0,6% en glissement annuel en décembre). En conséquence, la Banque du Japon (BoJ) s'est engagée à la poursuite d'une politique largement accommodante et a prolongé son soutien exceptionnel aux petites et moyennes entreprises.

Présentation de la gestion réalisée sur la Multigestion

Marchés Financiers

Dans un environnement perturbé par les effets des pandémies de coronavirus, la très bonne disposition des marchés actions en 2021, tranche avec le recul des marchés obligataires, à l'orée d'un potentiel cycle de remontée des taux.

Ainsi les soixante-neuf records historiques de l'indice S&P500 des plus grandes capitalisations américaines illustrent, à eux seuls, des performances occidentales dignes des meilleurs millésimes. Les marchés européens n'ont pas été en reste et affichent des performances inhabituelles, mais avec de fortes disparités. Les marchés français et des pays nordiques évoluent aussi bien que le marché américain, alors que l'allemand pénalisé par le secteur automobile sous performe très largement ses pairs européens.

En revanche, les indices actions des pays émergents, se révèlent volatils - comme au Japon - et parviennent tout juste à décoller. Malgré l'éclat de quelques marchés portés par le retour en force des matières premières - comme l'Afrique du Sud -, un marché indien porté par une politique monétaire sans précédent et un afflux massif de fonds des particuliers, ainsi que Taïwan bénéficiant de la dynamique de son secteur technologique, les marchés émergents n'auront jamais autant sous-performé les marchés développés. Ils se trouvent pénalisés par ceux de la sphère chinoise, empêtrés dans des décisions politiques de régulation de certains secteurs productifs, et dans des problématiques d'endettement; comme celles connues de manière latente par l'emblématique promoteur Evergrande. S'ajoutent des crises spécifiques, parfois très profondes, comme en Turquie.

Cette force de traction des indices d'actions occidentaux vient en premier lieu des politiques d'achats d'actifs et monétaires accommodantes des principales banques centrales, qui compriment les taux d'intérêt. Ainsi, les investisseurs se trouvent enclins à favoriser les actions et les matières premières dans leur allocation. S'ajoutent la conjugaison de politiques budgétaires expansionnistes - au travers de la mise en place et/ou de la perspective de plans de relance, aux métriques rarement vues dans l'histoire - qui favorisent l'activité économique. Aussi, tout au long de l'année, nombre de sociétés déclarent une profitabilité inattendue et révisent leurs perspectives, grâce au rebond économique et à leur capacité à transmettre la hausse de leurs coûts.

En fait, la somme des stimulations évoquées s'ajoute à des contraintes d'offres (pénuries de matières premières, de composants électroniques, de personnels...) liées à la réouverture des économies, à des restrictions chinoises, et font émerger des pressions inflationnistes, parfois inédites depuis 40 ans.

Il faut noter ainsi l'explosion des prix des matières premières, le pétrole en premier lieu, mais aussi les matières premières agricoles ou de matériaux diverses en parallèle avec ceux des semi-conducteurs. Associés à la volonté de principales banques centrales occidentales, comme la FED et la BOE de normaliser leurs politiques d'achats d'actifs et monétaires, les marchés obligataires s'orientent donc moins bien. La volatilité des taux entraîne tout au long de l'année une rotation fréquente entre valeurs de croissance et valeurs cycliques / jugées décotées sur les marchés d'actions. Quant à l'avance prise par les deux banques centrales sus citées en matière de normalisation, elle induit un renforcement significatif du dollar américain et de la livre sterling sur le marché des changes, en particulier vis-à-vis de l'euro et du yen.

Les marchés d'actions internationaux progressent jusqu'au 6 septembre; en traversant une première période de montée des taux longs jusqu'à fin mars, suivie de leur détente par la suite.

En début d'année, les investisseurs craignent que les pays occidentaux soient plus pénalisés que les asiatiques, par leur gestion de la crise sanitaire du coronavirus. En l'espèce, ils anticipent des confinements pénalisants. Cette idée se trouve contrecarrée au cours du premier trimestre, par le volontarisme affiché par les autorités publiques occidentales, de mise en place de plans de relance. Ainsi un premier programme de « sauvetage américain » de 1900 Mds \$ se trouve entériné courant février, auquel viennent s'ajouter deux autres projets de plans (« rénovation des infrastructures » et « reconstruire en mieux »), qui en cas d'adoption, cumuleraient ensemble 6 trillions \$, soit environ 28% du PIB des Etats-Unis. Ces programmes alimentent la progression généralisée des marchés d'actions, malgré la hausse de taux induite par les nécessaires besoins de capitaux. Cette dernière favorise la montée des valeurs cycliques et décotées par rapport aux sociétés de croissance.

A partir d'avril, les marchés obligataires, se retournent. En effet, les investisseurs se focalisent sur les débats internes aux banques centrales, quant à la nature transitoire des pressions inflationnistes naissantes, et à la nécessité du maintien ou pas des politiques monétaires accommodantes. Les marchés actions occidentaux bénéficient quant à eux de bonnes publications et perspectives d'entreprises. Sur ces places, les valeurs de croissance et technologiques reviennent en grâce.

S'ajoute en août le discours du Président de la FED à Jackson Hole annonciateur cette fois-ci d'une réduction d'achats d'actifs par son institution d'ici la fin de l'année.

A partir de la rentrée, jusqu'à début d'octobre, les marchés d'actions internationaux reculent, le temps d'absorber l'annonce de changement de cap de la politique d'achat d'actifs de la FED.

Pendant cette période, les taux longs se maintiennent relativement stables jusqu'au milieu de la troisième semaine de septembre, et engagent par la suite une remontée qui ne s'arrêtera pas jusqu'à la fin de l'année. En effet, la majorité des investisseurs constatent des déséquilibres d'offres, générateurs d'inflation, sur la main d'œuvre, sur des gammes de produits, comme les semi-conducteurs et les ressources énergétiques. S'ajoutent des problématiques politiques, comme aux Etats-Unis, où les négociations sur le relèvement du plafond de la dette fédérale et sur le plan massif de restauration d'infrastructures, patinent. En revanche, la nomination d'un nouveau premier ministre japonais bénéficie aux indices actions locaux, et, les indices chinois parviennent à se maintenir, malgré les difficultés d'Evergrande, second promoteur du pays. A noter la faiblesse de l'euro contre la plupart des principales devises.

Les marchés actions internationaux engagent à partir de début octobre une nouvelle dynamique haussière jusqu'en fin d'année, dans une configuration volatile, étant donné les vents contraires de remontées de taux, et l'arrivée du variant Omicron.

Tout au long du trimestre, la collectivité des investisseurs reste insensible en mauvaises nouvelles (crispations géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine, faillites dans l'immobilier chinois, effondrement de la lire turque, difficultés d'approvisionnement, pressions inflationnistes...), et se focalise plutôt sur les nombreuses bonnes surprises et perspectives affichées lors des publications d'entreprises du T3 et sur des taux longs qui se maintiennent dans des niveaux bas, en dépit d'indicateurs d'inflation élevés dans tous les pays et sur tous les biens. S'ajoute début novembre l'adoption du plan américain de rénovation des infrastructures de 1200 Mds \$. La dynamique haussière des actions internationales trouve aussi sa source dans de bonnes statistiques macro-économiques et le surcroît de visibilité apporté par les principales banques centrales sur leurs calendriers monétaires.

La hausse est à peine perturbée à partir de mi-novembre par le surcroît de volatilité des marchés des changes, impactés par le renforcement de l'USD, alimenté par la décision de la FED d'activer la réduction de son programme de rachat d'actifs de 15 milliards \$ par mois, avec une échéance à mi 2022.

Politique de gestion

Covéa Profil Offensif s'expose majoritairement aux actions. Jusqu'au 1/12/2021, son indice de référence (75% MSCI Euro + 15% FTSE MTS 5-7 ans +10% Eonia dividendes et coupons nets réinvestis) se compose de 75% d'actions (« la neutralité »). L'exposition actions peut évoluer sur une plage autorisée comprise entre 60 et 120%. Corrélativement, l'exposition des produits de taux fluctue dans une bande autorisée comprise entre 0 et 40%.

Pour refléter le remplacement de l'Eonia réajusté par le €STR capitalisé, votre fonds adopte à partir du 1/12/2021 un nouvel indice de référence: 75% MSCI Euro + 15% FTSE MTS 5-7 ans + 10% €STR capitalisé, maintenant « la neutralité » actions au niveau de 75%. L'exposition actions continue à évoluer entre 60 et 120%, alors que l'exposition des produits de taux fluctue entre 0 et 40%.

Entre le début et la fin de l'année 2021, le poids des actions diminue légèrement dans le portefeuille, passant d'environ 64,5% à 62,8%.

Nous modulons l'exposition actions essentiellement au travers des valeurs européennes. Nous réduisons le poids des actions américaines, qui passe au cours de l'exercice de 4,5% à 3,2%, ainsi que des japonaises qui évoluent de 4% à 3,8%. Nous continuons à rester à l'écart des actions des pays émergents.

L'exposition aux convertibles passe de 4,6% à 4,3% du portefeuille.

L'exposition obligataire, qui se partage entre des fonds de titres souverains et de crédit, dont certains internationaux, diminue de 2 à 0,2%.

Le poids des fonds de performance absolue atteint au final 3,8%.

Entre le début et la fin de l'année, nous relevons le poids des liquidités qui passe de 25,2% à 28,9%.

Jusqu'au 13 août, la hausse des actions ressort plus forte que celle des obligations.

Malgré un environnement perturbé par les effets de la pandémie au coronavirus, les grandes actions européennes ne cessent de progresser jusqu'au 13 août.

Un premier moteur de cette hausse vient des politiques monétaires accommodantes, des principales banques centrales à travers le monde, qui compriment les taux d'intérêt. Aussi, les investisseurs se trouvent enclins à favoriser les actions dans leur allocation.

Le second moteur est que les actions bénéficient à leur tour de politiques budgétaires expansionnistes, de la perspective d'entrée en vigueur de plans de relance ou des effets de leur mise en place effective et synchronisée.

Dans ce cadre, la majorité des sociétés ne cessent de déclarer de fortes croissances bénéficiaires, ainsi que de bonnes perspectives.

L'année débute avec une exposition actions proche de 64,5%.

En matière obligataire, nous acquérons 0,5% de futures Bund au niveau de -0,53% de rendement sur le Bund 10 ans.

Les indices d'actions européennes s'essoufflent au cours de la seconde quinzaine de janvier du fait de mauvaises statistiques macro-économiques et de craintes de nouveaux confinements. Nous tirons parti de la volatilité induite au travers de trois transactions d'achats et de ventes sur futures Dj Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une augmentation d'environ 1,5 points d'exposition actions.

Ils parviennent cependant à se relancer le mois suivant, stimulés par l'adoption du plan de relance américain de 1900 Mds de dollars, malgré une remontée des taux longs en Occident. La bonne tenue du dollar américain, nous conduit à convertir 12,3M\$, issus majoritairement de la cession de Treasury Note 1.875% 01/22, en euros. Dans la même logique, nous vendons spot 3% de dollars au taux EUR/USD de 1,2031. Dans cet environnement obligataire, nous achetons 0,5% de futures Bund au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans, ainsi que 0,5% au niveau de -0,27%. En matière d'actions, nous continuons à tirer parti des fluctuations au travers de six transactions d'achats ou ventes sur futures Dj Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une réduction d'environ 1,5 points d'exposition actions.

Cette dynamique des actions européennes s'accroît en mars, du fait de l'attention portée par les investisseurs à la volonté de Joe Biden de lancer un nouveau plan de rénovation des infrastructures de 2250 Mds \$, et à l'accélération du taux de vaccination de la population dans son pays.

Pour rentabiliser les liquidités disponibles, nous augmentons la présence des fonds de performance absolue, tout en effectuant des arbitrages au sein de la classe d'actifs. De sorte que nous cédon des parts d'Agif Allianz Volatility Strategy, Candriam Risk Arbitrage et DNCA Alpha Bond. En contrepartie, nous acquérons celles de Janus Henderson Global Equity, Candriam Long Short Credit, Exane Pleiade ainsi que d'Helium Fund. En matière obligataire, nous mettons à profit la remontée des taux longs en effectuant un aller et retour de 0,5% aux niveaux de -0,37% et -0,265% sur le Bund 10 ans. En matière d'actions, nous cédon des parts de Covéa Actions Rendement et Covéa Actions Europe Opportunités pour satisfaire une demande de rachats. Nous vendons aussi à cinq reprises des futures DJ Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une réduction d'environ 2,5 points d'exposition actions.

En fin de premier trimestre, votre fonds s'expose en conséquence aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 61,1%, 4,5%, 1,8%, 3,6% et 29%.

La volonté de Joe Biden de lancer in fine le cumul de trois plans de relance d'un total de 6 trillions \$ (28% du PIB du pays) et le statu quo de la politique monétaire de la FED contribuent à alimenter encore la progression des actions en Europe.

La nette progression des actions européennes nous conduit à céder à trois reprises des futures DJ Eurostoxx50; l'addition de ces opérations induit une réduction d'environ 1,5 points d'exposition actions.

En mai, la variation des actions se révélant plus volatil, nous effectuons plusieurs opérations avec des futures DJ Eurostoxx50, dont l'addition induit une augmentation d'environ 1,5 points d'exposition actions. L'approche de la seconde quinzaine se caractérisant par une poussée des taux longs, nous acquérons 0,5% de futures Bund au niveau de -0,14% sur le Bund 10 ans.

Nous cédonc ces derniers en juin au niveau de -0,24% sur le Bund 10 ans.

En fin de premier semestre, votre fonds s'expose en conséquence aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 63,4%, 4,3%, 1,7%, 3,4% et 27,2%.

Jusqu'au 13 août, le portefeuille de votre fonds profite de la bonne orientation des marchés de grandes capitalisations européennes, malgré le constat d'une relative tension des taux 10 ans, au sein des principales économies occidentales; en anticipation par les investisseurs d'une réduction d'achats d'actifs par la FED d'ici la fin d'année, et par constatation de pressions inflationnistes alimentées par des perturbations des chaînes logistiques.

Cet environnement de taux, nous conduit à opérer sur les changes et des futures Bund. En effet, la progression des taux américains favorise la hausse du dollar américain vis-à-vis de l'euro, ce qui nous porte à prendre début juillet une position vendeuse de 2% en dollars américains, au cours de 1,1755 EUR/USD, via des futures. Nous cédonc aussi à plusieurs reprises des futures Bund: 0,5% au niveau de -0,31%, ainsi que 0,75% au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans, au mois de juillet. De même que 0,75% au cours de la première quinzaine d'août au niveau de -0,50% sur le Bund 10 ans.

Le 13 août, nous plaçons 3,7M€ de souscriptions nettes en parts de Covéa Sécurité.

Les marchés de grandes capitalisations européennes touchent un premier sommet annuel le 13 août et engagent un recul jusqu'à début octobre, d'une proportion relativement proche de celle des obligations de maturité moyenne (5/7 ans).

Les taux longs européens débutent ainsi une période de détente, ce qui nous conduit à acquérir le 31 août 0,50% de futures Bund au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans.

Fin août votre fonds s'expose aux actions à hauteur de 64,9%.

Des difficultés politiques, comme aux Etats-Unis où les négociations sur le relèvement du plafond de la dette fédérale et sur le plan massif de restauration d'infrastructures patinent, pèsent sur l'orientation des bourses en septembre.

Dans ce contexte, nous arbitrons, au sein des fonds de performance absolue, BSF Global Event Driven et BSF Euro Absolute Return, en faveur d'Helium Fund et de Janus Henderson Global Equity Market Neutral. En matière obligataire, nous acquérons 1% de futures Bund au niveau de -0,19% sur le Bund 10 ans.

En fin de troisième trimestre, votre fonds s'expose aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 63,5%, 4,4%, 1,2%, 3,4% et 27,5%.

Entre le 4 octobre et mi-novembre, les marchés d'actions tirent leur traction haussière de nombreuses bonnes surprises et perspectives affichées, lors des publications d'entreprises du T3. Au cours de cette période, les obligations connaissent un creux fin octobre.

Pour exploiter la très forte volatilité obligataire:

Nous acquérons en octobre à deux reprises 0,5% de futures Bund au niveau de -0,09%, et cédon en fin de mois 0,5% au niveau de -0,18% sur le Bund 10 ans. Ainsi que début novembre, 0,50% de futures Bund, au niveau de -0,18 %.

Nous arbitrons Preeval Convertibles pour Covéa Obligations Convertibles.

Nous prenons aussi le parti de renforcer les valeurs européennes en dehors de la zone euro, au vue de bonnes dynamiques macro-économiques et d'entreprises, comme en Scandinavie, ou du délaissement des valeurs britanniques par les investisseurs. De sorte que nous arbitrons partiellement Covéa Actions Europe Opportunités et Covéa Actions France respectivement en faveur de Covéa Actions Europe Hors Euro et de Covéa Sélection UK.

Début novembre, nous décidons de réduire les positions vendeuses en dérivés, pour réduire de taille les appels de marge, ce qui nous amène à l'achat de 12M€ de futures Dj Eurostoxx50, et en contrepartie, à la vente de parts de fonds; entre autres de Covéa Actions Europe Opportunités, Covéa Actions France et Covéa Actions Rendement.

Les marchés d'actions européennes touchent un second plus haut annuel le 17 novembre 2021.

Ils se retournent nettement au cours de la seconde quinzaine de novembre étant donné l'attention portée par les investisseurs, et les autorités, aux communications des laboratoires pharmaceutiques, face au variant Omicron.

Pour exploiter la volatilité obligataire, nous vendons 0,50% de futures Bund, au niveau de -0,30% sur le Bund 10 ans. Fin novembre, l'exposition actions de votre fonds s'établit à 61,9%. En matière obligataire nous cétons 0,5% de futures Bund, au niveau de -0,39% sur le Bund 10 ans; nous les rachetons vingt jours plus tard au niveau de -0,28%.

Pour maintenir la cohérence d'expositions entre profilés de la gamme Covéa Finance, nous effectuons en deux temps dans le domaine des actions, un arbitrage partiel de Covéa Actions Europe Opportunités et de Covéa Actions France en faveur de Covéa Sélection UK, Covéa Aeris, Covéa Solis et de Covéa Renouveau France.

En définitive, l'année s'achève avec des expositions sur les actions, obligations convertibles, obligations et liquidités respectivement de 62,8% (-1,7 points par rapport au début de l'année), 4,3% (-0,3 point par rapport au début de l'année), 0,2% (-1,8 points par rapport au début de l'année), 3,8% (+0,1 point par rapport au début de l'année), et 28,9% (+3,7 points par rapport au début de l'année).

Le risque global de l'OPCVM est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

Perspectives

L'année 2022 va s'ouvrir sur un environnement très similaire à 2021.

La pandémie reste d'actualité avec les incertitudes qui lui sont rattachés. L'inflation va être un thème dominant de 2022. Le risque de voir la hausse des prix se diffuser dans l'ensemble de l'économie (et non pas seulement sur les matières premières) est le vrai challenge. En face de ce phénomène, la politique des banques centrales sera à monitorer de près. Accélération des agendas avec le risque de casser la croissance ? Temporisation (comme le fait la BCE) avec un risque d'accroissement de perte d'achat et de baisse des marges des entreprises ?

En tout état de cause la volatilité qui s'est, en fin d'année, plutôt concentrée dans les marchés des taux et des changes risque de revenir sur les marchés actions.

Performances OPC

En 2021, la performance de COVEA PROFIL OFFENSIF a été de 9,18 % pour la part COVÉA PROFIL OFFENSIF (C), de 9,16 % pour la part COVÉA PROFIL OFFENSIF (D).

La performance de son indice de référence, 75% MSCI Euro + 15% FTSE MTS 5-7 ans + 10% ESTR dividendes et coupons nets réinvestis, a été de 17,02 %.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

Le risque global de l'OPC est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

Techniques de gestion efficace de portefeuille

Le fonds n'a pas eu recours pour l'exercice 2021, à des techniques de gestion efficace de portefeuille (par le biais d'opérations de cessions d'acquisitions temporaires de titres ou par le recours à des instruments financiers dérivés de gré à gré) et aucune garantie financière (autrement qu'en espèces), n'a été reçue à ce titre.

Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés:

Change à terme : néant

Future : -65 543 056,00 EUR

Options : néant

Swap : néant

Sur la partie actions, le fonds détient une position courte sur des futures Euro Stoxx 50 d'échéance mars 2022 pour 69,4 millions d'euros soit -18,54% du portefeuille.

En matière de change, le fonds détient une position longue sur des futures EUR/USD d'échéance mars 2022 pour 7,3 millions d'euros soit 1,95% du portefeuille.

Informations complémentaires (PEA, autres ...)

Néant.

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

Informations sur la politique de sélection des intermédiaires d'exécution et la politique d'exécution

Conformément à ses obligations professionnelles telles que définies par le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses activités de Société de gestion de portefeuille, Covéa Finance publie et réexamine annuellement des politiques décrivant l'organisation et les critères retenus pour veiller à la protection des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre issu de ses décisions de gestion.

Ces politiques de meilleure sélection des intermédiaires en exécution et de meilleure exécution (ci-après dénommées les « Politiques ») sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Conformément à ses Politiques, les équipes de négociation de la Société de gestion sont tenues de réaliser leurs transactions sur les marchés financiers avec des intermédiaires figurant sur une liste autorisée définie par un comité de référencement.

Un comité de sélection et d'évaluation se réunit une fois par an pour évaluer la qualité d'exécution des intermédiaires sélectionnés selon plusieurs critères quantitatifs. Ce dernier comité se tient en présence des équipes de négociation en charge de la sélection et de l'évaluation des intermédiaires d'exécution mais également des responsables de gestion, du middle office, du juridique et du contrôle interne.

Des comités ad hoc mensuels peuvent également se réunir notamment en cas de changement notable dans la qualité de service d'un intermédiaire autorisé, d'une modification des conditions de marché ou d'une évolution propre à Covéa Finance.

Le respect de la liste des intermédiaires fait l'objet d'un contrôle par le RCCI.

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers en vigueur, un compte rendu relatif aux frais d'intermédiation figure sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Exercice des droits de vote

En application des dispositions de l'article L533-22 du Code Monétaire et Financier, les droits attachés à la qualité d'actionnaire des OPCVM et notamment les droits de vote ont été exercés librement dans l'intérêt des porteurs de parts conformément à la politique d'engagement actionnarial disponible sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Informations en matière extra-financière

Informations sur la prise en compte des risques de durabilité (Article 6)

En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte modifiée et codifiée aux articles L533-22-1 et D533-16-1 du Code monétaire et financier et de l'article 3 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement et du Conseil du 27.11.2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR ») et du Règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088) (Règlement « Taxonomie »), l'OPC est tenu de publier des informations en matière extra-financière.

S'agissant des informations sur la durabilité issues du Règlement européen « SFDR », cette réglementation européenne vise à améliorer et harmoniser la transparence des acteurs des marchés financiers sur la responsabilité sociale et environnementale.

Transparence en matière de durabilité au niveau des produits financiers :

Afin de permettre aux investisseurs d'identifier plus facilement les produits financiers qui leur correspondent en termes d'attentes sur les enjeux environnementaux et sociaux, la réglementation Durabilité (« SFDR ») demande à chaque entité de placer chacun de ses produits dans l'une des trois catégories suivantes :

- article 9 : produits qui ont pour objectif l'investissement durable,
- article 8 : produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux,
- article 6 : les autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et dont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable.

Les informations relatives au principe de double matérialité lié 1) aux risques de durabilité et 2) aux incidences négatives de durabilité sont accessibles dans la Déclaration relative à la prise en compte du risque de durabilité disponible sur le site internet de la Société de gestion dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Depuis le 10 mars 2021, l'OPC a été rattaché à la classification SFDR de l'article 6 (autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et dont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable).

La prise en compte des risques et des facteurs de durabilité, tels que définis dans le règlement UE 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, est pleinement intégrée dans la politique relative aux Risques de durabilité et à l'ESG de Covéa Finance.

Le suivi des risques en matière de durabilité est intégré dans la chaîne de valeur et de décision d'investissement de Covéa Finance.

La politique d'investissement de Covéa Finance vise à limiter le risque de durabilité à travers un dispositif s'articulant principalement autour de la mise en place de filtres d'exclusions (normatives, sectorielles et/ou thématiques) applicables à tout investissement direct en actions ou en obligations et accessible sur le site internet et de la mise en place de critères de sélection extra-financiers en complément des critères de sélection financiers.

L'ensemble des informations sur la prise en compte par la société de gestion des critères relatifs au respect des objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement sont accessibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Compte tenu des évolutions et travaux en cours, la catégorisation des OPC de la gamme pourrait être amenée à évoluer selon les OPC.

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Informations sur la politique de rémunération

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans de la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'exercice 2021, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (personnes au 31/12/2021) s'est élevé à 14 003 008 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 11 209 251 euros soit 80% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 2 793 756 euros, soit 20% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totale. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2021, 131 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur 3 ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 7 269 381 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tels que définis dans notre Politique de Rémunération 2021.

2. Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou *carried interest*) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par le fond.

3. Incidence de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêt

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVM V) sa politique de rémunération existante, revue le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM V et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- (i) appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et
- (ii) ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 euros traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction de performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la Politique de Rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site Internet.

4. Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du Comité de Surveillance de Covéa Finance,
- deux représentants du Groupe Covéa, indépendant de Covéa Finance, dont au moins un d'entre eux participe au comité des Rémunérations du Groupe Covéa, et
- la Présidente de Covéa Finance.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salarié.

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers (Règlement SFTR)

L'OPC n'a pas eu recours aux opérations entrant dans le cadre du règlement SFT au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
COVEA ACTIONS EUROPE OPPORT I	-	15 802 200,56
COVEA ACTION FRANCE PART I	-	9 320 713,41
UNITED STATES OF AMERICA 1.875% 31/01/2022	-	7 594 457,58
COVEA ACTIONS EUROPE HORS EURO	6 110 433,18	966 216,74
COVEA SELECTION UK PART I EUR	5 785 321,51	-
COVEA OBLIGATIONS CONVERTIBLES FCP	1 911 211,52	1 946 127,84
COVEA FINANCE SECURITE C	3 677 380,68	-
COVEA SOLIS I	3 298 142,16	356 683,80
COVEA AERIS PART I	3 302 259,86	240 159,74
COVEA ACTIONS RENDEMENT	-	2 126 937,95

rapport du commissaire aux comptes

Deloitte.

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

COVEA PROFIL OFFENSIF

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
COVEA FINANCE

8-12, rue Boissy d'Anglas
75008 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux porteurs de parts du FCP COVEA PROFIL OFFENSIF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif COVEA PROFIL OFFENSIF constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

DocuSign Envelope ID: D4391028-098C-4C50-A416-176B913F51A0



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 14 avril 2022

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in black ink, appearing to read "O. GALIENNE", written over a circular stamp or seal.

Olivier GALIENNE

comptes
annuels

BILANactif

	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Immobilisations nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	348 152 488,20	313 237 004,55
• ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	7 491 084,15
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• TITRES DE CRÉANCES		
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
<i>Titres de créances négociables</i>	-	-
<i>Autres titres de créances</i>	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
• ORGANISMES DE PLACEMENTS COLLECTIFS		
OPCVM et Fonds d'Investissement à Vocation Générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	346 873 258,73	305 227 266,37
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays États membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres États membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres États membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
• OPÉRATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES		
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
• CONTRATS FINANCIERS		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 279 229,47	518 654,03
Autres opérations	-	-
• AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS	-	-
Créances	5 064 056,78	4 721 326,42
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	5 064 056,78	4 721 326,42
Comptes financiers	27 462 558,34	23 897 340,50
Liquidités	27 462 558,34	23 897 340,50
Autres actifs	-	-
Total de l'actif	380 679 103,32	341 855 671,47

BILANpassif

	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Capitaux propres		
• Capital	387 600 568,26	343 585 465,70
• Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
• Report à nouveau	-	-
• Plus et moins-values nettes de l'exercice	-3 980 663,76	1 189 270,23
• Résultat de l'exercice	-4 643 999,66	-3 798 140,47
Total des capitaux propres <i>(montant représentatif de l'actif net)</i>	378 975 904,84	340 976 595,46
Instruments financiers	1 279 236,80	518 654,03
• OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	-	-
• OPÉRATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES FINANCIERS		
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
• CONTRATS FINANCIERS		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 279 236,80	518 654,03
Autres opérations	-	-
Dettes	423 961,68	360 421,98
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	423 961,68	360 421,98
Comptes financiers	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
Total du passif	380 679 103,32	341 855 671,47

HORS-bilan

31.12.2021

31.12.2020

Devise	EUR	EUR
Opérations de couverture		
• Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
- Marché à terme ferme (Futures)	72 842 025,00	61 028 560,00
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Engagements de gré à gré		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Autres engagements		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
Autres opérations		
• Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
- Marché à terme ferme (Futures)	7 298 969,19	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Engagements de gré à gré		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-
• Autres engagements		
- Marché à terme ferme (Futures)	-	-
- Marché à terme conditionnel (Options)	-	-
- Dérivés de crédit	-	-
- Swaps	-	-
- Contracts for Differences (CFD)	-	-

COMPTE de résultat

	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Produits sur opérations financières		
• Produits sur dépôts et sur comptes financiers	-	2 866,26
• Produits sur actions et valeurs assimilées	-	17 238,54
• Produits sur obligations et valeurs assimilées	69 395,62	218 211,55
• Produits sur titres de créances	-	19 745,76
• Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
• Produits sur contrats financiers	-	-
• Autres produits financiers	-	-
Total (I)	69 395,62	258 062,11
Charges sur opérations financières		
• Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
• Charges sur contrats financiers	-	-
• Charges sur dettes financières	-158 984,78	-106 807,11
• Autres charges financières	-	-
Total (II)	-158 984,78	-106 807,11
Résultat sur opérations financières (I - II)	-89 589,16	151 255,00
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	-4 467 067,36	-3 948 806,29
Résultat net de l'exercice (L.214-17-1) (I - II + III - IV)	-4 556 656,52	-3 797 551,29
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-87 343,14	-589,18
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI) :	-4 643 999,66	-3 798 140,47

1 règles & méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les comptes ont été établis par la Société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation et comptabilisation des actifs

1 - Méthodes d'évaluation :

Le calcul de la valeur liquidative de la part et/ou action est effectué en tenant compte des méthodes d'évaluation précisées ci-dessous :

Règles générales

- Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus et les sorties à leur prix de cession frais exclus.
- Les liquidités, dépôts et instruments financiers détenus en portefeuille et libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité de l'OPC sur la base des taux de change au jour de l'évaluation.

Instruments financiers négociés sur un marché réglementé ou assimilés

- Les valeurs mobilières de type « Actions et valeurs assimilées » négociées sur un marché réglementé français ou étranger sont évaluées au cours de clôture de leur marché principal.
- Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au prix du marché sur la base de cours contribués.

Toutefois : Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

- Les titres de créances négociables (TCN) et valeurs assimilées :
 - i. Les bons du trésor et valeurs assimilées (BTF, T-bill, Letras, BOTS etc...) ainsi que les titres négociables à moyen terme et valeurs assimilées dont l'échéance est supérieure à un an sont évalués selon un prix de marché sur la base de cours contribués.
 - ii. Les titres négociables à court terme et valeurs assimilées (ECP, NEU CP etc...) dont l'échéance est inférieure à un an sont évalués quotidiennement via un spread et une courbe de taux composite représentative de l'univers d'investissement.
- Parts et actions d'OPC : Les actions de SICAV et parts de Fonds Communs de Placement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

Contrats financiers

- Opérations portant sur des instruments financiers à terme fermes ou conditionnels négociées sur les marchés organisés :

Les opérations portant sur des instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociées sur des marchés organisés français ou étrangers sont valorisées au cours de compensation ou à leur valeur de marché.

- Opérations de gré à gré :

Les opérations à terme, fermes ou conditionnelles ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré, autorisées par la réglementation applicable aux OPC, sont valorisées aux conditions de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la Société de gestion.

Acquisitions et cessions temporaires de titres

- Acquisition temporaire de titres : Les titres reçus en pension ou les titres empruntés sont inscrits en portefeuille acheteur pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts à recevoir.
- Cessions temporaires de titres : Les titres donnés en pension ou les titres prêtés sont inscrits en portefeuille et valorisés à leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en

pension comme celle des titres prêtés est inscrite en portefeuille à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus.

Engagements hors bilan

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Garanties financières et appels de marge : Les garanties financières reçues sont évaluées au prix du marché (mark-to-market). Les marges de variation quotidiennes sont calculées par différence entre l'évaluation au prix du marché des garanties constituées et l'évaluation au prix du marché des instruments collatéralisés.

2 - Méthode de comptabilisation :

Méthode de comptabilisation des revenus

Le mode de comptabilisation retenu pour la comptabilisation du revenu est celui du coupon encaissé.

De ces revenus sont déduits :

- les frais de gestion,
- les frais financiers et charges sur prêts et emprunts de titres et autres placements.

Les revenus sont constitués par :

- les revenus des valeurs mobilières,
- les dividendes et intérêts encaissés au taux de la devise, pour les valeurs étrangères,
- la rémunération des liquidités en devises, les revenus de prêts et pensions de titres et autres placements.

Frais de fonctionnement et de gestion financière

Les frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement perçue notamment par le dépositaire.

Aux frais de gestion peuvent s'ajouter :

- Des commissions de surperformances. Celles-ci rémunèrent la Société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- Des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;

Pour plus de précisions sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, veuillez vous reporter à la section « Frais » de votre Document d'Informations Clés pour l'Investisseur (DICI).

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux, barème
Frais de gestion financière TTC	Actif net	Part D : 1.25% taux maximum Part C : 1.25% taux maximum
Frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	Néant
Frais indirects maximum TTC (commissions et frais de gestion)	Actif net	2.50 % TTC
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
Commission de surperformance	Actif net	Néant

Devise de comptabilité

La comptabilité de l'OPCVM est effectuée en euro.

Indication des changements comptables soumis à l'information particulière des porteurs

Changements intervenus : Néant.

Changements à intervenir : Néant.

Indication des autres changements soumis à l'information particulière des porteurs *(Non certifiés par le commissaire aux comptes)***Changements intervenus :**

- Mise à jour annuelle des frais et performances ;
- Mises à jour réglementaires :
 - Positionnement extra-financier (positionnement en référence à l'article 6 du Règlement (UE) 2019/2088 dit SFDR),
 - Règlementation CRS,
 - Directive 2009/138/CE dite Solvabilité 2,
- Changement de l'indicateur de référence « EONIA réajusté » pour l'indice « €STR capitalisé ».

Changements à intervenir : Néant.

Indication et justification des changements d'estimation et de modalités d'application

Néant.

Indication de la nature des erreurs corrigées au cours de l'exercice

Néant.

Indication des droits et conditions attachés à chaque catégorie de parts

Résultat : Parts C : capitalisation / Parts D : distribution.

Plus-values réalisées nettes : capitalisation.



	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Actif net en début d'exercice	340 976 595,46	336 315 241,51
Souscriptions (y compris la commission de souscription acquise à l'Opc)	39 654 880,44	38 140 997,19
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'Opc)	-32 710 420,95	-37 749 442,04
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	11 171 209,59	6 829 158,72
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-14 153,60	-1 318 921,30
Plus-values réalisées sur contrats financiers	456 955,36	14 481 043,99
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-14 653 529,19	-19 185 161,86
Frais de transaction	-27 587,44	-74 445,87
Différences de change	222 214,59	3 782 707,26
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers :	38 987 029,49	4 756 047,06
- Différence d'estimation exercice N	103 207 558,09	64 220 528,60
- Différence d'estimation exercice N-1	64 220 528,60	59 464 481,54
Variations de la différence d'estimation des contrats financiers :	-530 632,39	-1 203 077,91
- Différence d'estimation exercice N	-1 049 286,42	-518 654,03
- Différence d'estimation exercice N-1	-518 654,03	684 423,88
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-4 556 656,52	-3 797 551,29
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	378 975 904,84	340 976 595,46

3 compléments d'information

3.1. Instruments financiers : ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

3.1.1. Ventilation du poste "Obligations et valeurs assimilées" par nature d'instrument

	Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé
Obligations indexées	-	-
Obligations convertibles	-	-
Obligations à taux fixe	-	-
Obligations à taux variable	-	-
Obligations zéro coupons	-	-
Titres participatifs	-	-
Autres instruments	-	-

3.1.2. Ventilation du poste "Titres de créances" par nature juridique ou économique d'instrument

	Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé
Bons du Trésor	-	-
Titres de créances à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs non financiers	-	-
Titres de créances à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs bancaires	-	-
Titres de créances à moyen terme NEU MTN	-	-
Autres instruments	-	-

3.1.3. Ventilation du poste "Opérations de cession sur instruments financiers" par nature d'instrument

	Titres reçus en pension cédés	Titres empruntés cédés	Titres acquis à réméré cédés	Ventes à découvert
Actions	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-

3.1.4. Ventilation des rubriques de hors-bilan par type de marché (notamment taux, actions)

	Taux	Actions	Change	Autres
Opérations de couverture				
Engagements sur les marchés réglementés ou assimilés	3 427 400,00	69 414 625,00	-	-
Engagements de gré à gré	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-
Autres opérations				
Engagements sur les marchés réglementés ou assimilés	-	-	7 298 969,19	-
Engagements de gré à gré	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-

3.2. Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	Taux variables	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	27 462 558,34
Passif				
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
Hors-bilan				
Opérations de couverture	3 427 400,00	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-

3.3. Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	0 - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 3 ans	3 - 5 ans	> 5 ans
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-
Comptes financiers	27 462 558,34	-	-	-	-
Passif					
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-
Hors-bilan					
Opérations de couverture	-	-	-	-	3 427 400,00
Autres opérations	-	-	-	-	-

3.4. Ventilation par devise de cotation ou d'évaluation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Cette ventilation est donnée pour les principales devises de cotation ou d'évaluation, à l'exception de la devise de tenue de la comptabilité.

Par devise principale	USD	JPY	-	Autres devises
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Créances	123 927,25	-	-	-
Comptes financiers	355 856,37	272 506,25	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Passif				
Opé. de cession sur inst. financiers	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
Hors-bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	7 298 969,19	-	-	-

3.5. Créances et Dettes : ventilation par nature

Détail des éléments constitutifs des postes "autres créances" et "autres dettes", notamment ventilation des opérations de change à terme par nature d'opération (achat/vente).

Créances	5 064 056,78
Opérations de change à terme de devises :	
Achats à terme de devises	-
Montant total négocié des Ventes à terme de devises	-
Autres Créances :	
Dépôts de garantie (versés)	4 869 328,54
Souscriptions à recevoir	194 728,24
-	-
-	-
-	-
Autres opérations	-
Dettes	423 961,68
Opérations de change à terme de devises :	
Ventes à terme de devises	-
Montant total négocié des Achats à terme de devises	-
Autres Dettes :	
Frais provisionnés	395 622,60
Rachat à payer	28 339,08
-	-
-	-
-	-
Autres opérations	-

3.6. Capitaux propres

Catégorie de part émise / rachetée pendant l'exercice :	Souscriptions		Rachats	
	Nombre de parts	Montant	Nombre de parts	Montant
PART C / FR0010395624	2 094 032,3738	34 730 305,67	1 436 067,7727	23 587 871,66
PART D / FR0000445033	134 838	4 924 574,77	255 546,9142	9 122 549,29
Commission de souscription / rachat par catégorie de part :		Montant		Montant
PART C / FR0010395624		-		-
PART D / FR0000445033		-		-
Rétrocessions par catégorie de part :		Montant		Montant
PART C / FR0010395624		-		-
PART D / FR0000445033		-		-
Commissions acquises à l'Opc par catégorie de part :		Montant		Montant
PART C / FR0010395624		-		-
PART D / FR0000445033		-		-

3.7. Frais de gestion

Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes) en % de l'actif net moyen %

Catégorie de part :	
PART C / FR0010395624	1,25
PART D / FR0000445033	1,25

Commission de surperformance (frais variables) : montant des frais de l'exercice Montant

Catégorie de part :	
PART C / FR0010395624	-
PART D / FR0000445033	-
Rétrocession de frais de gestion :	
- Montant des frais rétrocédés à l'Opc	-
- Ventilation par Opc "cible" :	
- Opc 1	-
- Opc 2	-
- Opc 3	-
- Opc 4	-

3.8. Engagements reçus et donnés

3.8.1. Description des garanties reçues par l'Opc avec mention des garanties de capitalnéant

3.8.2. Description des autres engagements reçus et/ou donnésnéant

3.9. Autres informations

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire :

- Instruments financiers reçus en pension (livrée) -

- Autres opérations temporaires -

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie :

Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan :

- actions -

- obligations -

- titres de créances -

- autres instruments financiers -

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine :

- actions -

- obligations -

- titres de créances -

- autres instruments financiers -

3.9.3. Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou aux gestionnaires financiers (Sicav) et opc gérés par ces entités :

- opc 332 687 436,81

- autres instruments financiers -

3.10. Tableau d'affectation du résultat *(En devise de comptabilité de l'Opc)***Acomptes versés au titre de l'exercice**

Date	Catégorie de part	Montant global	Montant unitaire	Crédit d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-

	31.12.2021	31.12.2020
Affectation du résultat	EUR	EUR
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-4 643 999,66	-3 798 140,47
Total	-4 643 999,66	-3 798 140,47

PART C / FR0010395624	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-3 357 154,45	-2 680 562,89
Total	-3 357 154,45	-2 680 562,89
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

PART D / FR0000445033	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-1 286 845,21	-1 117 577,58
Total	-1 286 845,21	-1 117 577,58
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

3.11. Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes*(En devise de comptabilité de l'Opc)***Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice**

Date	Montant global	Montant unitaire
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

	31.12.2021	31.12.2020
Affectation des plus et moins-values nettes	EUR	EUR
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-3 980 663,76	1 189 270,23
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-3 980 663,76	1 189 270,23

PART C / FR0010395624	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	- 2 877 668,64	839 268,41
Total	- 2 877 668,64	839 268,41
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-

PART D / FR0000445033	31.12.2021	31.12.2020
Devise	EUR	EUR
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-1 102 995,12	350 001,82
Total	-1 102 995,12	350 001,82
Information relative aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	-	-
Distribution unitaire	-	-

3.12. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques du FCP au cours des 5 derniers exercices

Date de création du Fonds : 23 janvier 1988

Devise

EUR	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2018	29.12.2017
Actif net	378 975 904,84	340 976 595,46	336 315 241,51	285 431 291,39	283 997 952,23

PART C / FR0010395624

Devise de la part et de la valeur liquidative : EUR

	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2018	29.12.2017
Nombre de parts en circulation	15 880 626,9788	15 222 662,3777	14 698 881,7991	14 473 758,6745	12 363 792,3281
Valeur liquidative	17,25	15,8	15,72	13,41	14,77
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire (y compris acomptes)*	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré aux porteurs (personne physique) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire*	-0,39	-0,12	-0,24	0,77	-0,01

* Les montants de la distribution unitaire, de la capitalisation unitaire et des crédits d'impôt sont indiqués en devise de comptabilité de l'Opc. La capitalisation unitaire correspond à la somme du résultat et des plus et moins-values nettes sur le nombre de parts en circulation. Cette méthode de calcul est appliquée depuis le 1er janvier 2013.

⁽¹⁾ En application de l'Instruction Fiscale du 4 mars 1993 de la Direction Générale des Impôts, le crédit d'impôt unitaire est déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

PART D / FR0000445033

Devise de la part et de la valeur liquidative : EUR

	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2018	29.12.2017
Nombre de parts en circulation	2 831 988,3648	2 952 697,279	3 111 564,2801	3 167 847,2869	3 192 952,1477
Valeur liquidative	37,08	33,97	33,79	28,82	31,74
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire (y compris acomptes)*	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré aux porteurs (personne physique) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire*	-0,84	-0,37	-0,52	1,65	-0,02

* Les montants de la distribution unitaire, de la capitalisation unitaire et des crédits d'impôt sont indiqués en devise de comptabilité de l'Opc. La capitalisation unitaire correspond à la somme du résultat et des plus et moins-values nettes sur le nombre de parts en circulation. Cette méthode de calcul est appliquée depuis le 1er janvier 2013.

⁽¹⁾ En application de l'Instruction Fiscale du 4 mars 1993 de la Direction Générale des Impôts, le crédit d'impôt unitaire est déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

4 inventaire au 31.12.2021

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
<i>Valeurs mobilières</i>						
<i>O.P.C.V.M.</i>						
LU1597245650	AGIF VOL STR ITC SICAV	PROPRE	731,00	759 413,97	EUR	0,20
LU1505874849	ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND SICAV	PROPRE	1 012,00	1 058 906,20	EUR	0,28
FR0011510056	CANDRIAM LONG SHORT CREDIT FCP	PROPRE	6 631,00	699 769,43	EUR	0,18
FR0013353570	CANDRIAM RISK ARBITRAGE FCP	PROPRE	381,00	580 400,16	EUR	0,15
FR0000985368	COVEA ACTIONS EUROPE C	PROPRE	66 749,00	20 293 030,98	EUR	5,35
FR0011120377	COVEA ACTION FRANCE PART I	PROPRE	174 556,00	36 148 802,04	EUR	9,54
FR0007497789	COVEA ACTION INVESTISSEMENT	PROPRE	767,00	9 660 909,57	EUR	2,55
FR0000289431	COVEA ACTION JAPON PART C	PROPRE	327 787,00	14 052 228,69	EUR	3,71
FR0011208800	COVEA ACTIONS AMERIQUE MID CAP AC	PROPRE	1,00	52,46	EUR	0,00
FR0011208784	COVEA ACTIONS AMERIQUE MID CAP IC	PROPRE	115 014,00	12 163 880,64	EUR	3,21
FR0007022157	COVEA ACTIONS CROISSANCE C	PROPRE	122 666,00	11 563 723,82	EUR	3,05
FR0013367182	COVEA ACTIONS CROISSANCE I	PROPRE	101 599,00	14 458 553,69	EUR	3,82
FR0010567487	COVEA ACTIONS EURO I	PROPRE	48 073,00	9 475 669,03	EUR	2,50
FR0000441628	COVEA ACTIONS EUROPE HORS EURO	PROPRE	322 262,00	29 190 491,96	EUR	7,70
FR0010567529	COVEA ACTIONS EUROPE OPPORT I	PROPRE	152 225,00	41 825 341,00	EUR	11,04
FR0007483474	COVEA ACTIONS RENDEMENT	PROPRE	235 551,00	35 518 735,29	EUR	9,37
FR0013312642	COVEA AERIS PART I	PROPRE	86 545,00	12 658 071,70	EUR	3,34
FR0013312675	COVEA AQUA PART I	PROPRE	54 569,00	8 621 902,00	EUR	2,28
FR0000939969	COVEA EURO SOUVERAIN (C)	PROPRE	39 458,00	2 162 692,98	EUR	0,57
FR0000931412	COVEA FINANCE SECURITE C	PROPRE	16 708,00	3 668 492,02	EUR	0,97
FR0000002164	COVEA FLEX ISR C ACT C	PROPRE	39 016,6752	2 134 602,30	EUR	0,56
FR0011134535	COVEA HAUT RENDEMENT I	PROPRE	11 835,00	1 460 202,30	EUR	0,39
FR0000939936	COVEA OBLIG INTER 4 DEC	PROPRE	22 417,00	757 918,77	EUR	0,20
FR0011070762	COVEA OBLIGATIONS CONVERTIBLES PART I	PROPRE	617,00	16 107 716,67	EUR	4,25
FR0010567537	COVEA PERSPECTIVES ENTREPRISES SICAV ACT I 4 DECIMALES	PROPRE	34 448,00	10 182 828,80	EUR	2,69

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
FR0014001BL7	COVEA RENOUVEAU FRANCE IC	PROPRE	1 642,00	1 881 058,78	EUR	0,50
FR0014003YU6	COVEA SELECTION UK PART I EUR	PROPRE	5 940,00	6 046 147,80	EUR	1,60
FR0013312683	COVEA SOLIS I	PROPRE	93 466,00	13 758 195,20	EUR	3,63
FR0013312733	COVEA TERRA PART I	PROPRE	116 874,00	18 896 188,32	EUR	4,99
LU1694789378	DNCA INVEST SICAV ALPHA BONDS EUR	PROPRE	8 712,00	955 619,28	EUR	0,25
LU0641746143	DNCA INVEST SICAV MIURI SHS I CAPITALISATION	PROPRE	5 567,00	736 959,46	EUR	0,19
LU1331972494	ELEVA UCITS FUND SICAV ABSOLUTE RETURN EUROPE FUND	PROPRE	1 014,00	1 269 943,74	EUR	0,34
LU0284634564	EXANE FDS 1 CERES A CAP	PROPRE	43,00	786 032,69	EUR	0,21
LU2049492049	EXANE PLEIADE FUND 2 SICAV	PROPRE	85,00	967 576,25	EUR	0,26
LU1103307663	GOLDMAN SACHS ABSOLUTE RETURN TRACKER PORTFOLIA FD	PROPRE	63 616,00	799 016,96	EUR	0,21
LU1334564140	HELIUM FUND EUR SICAV	PROPRE	1 142,00	1 328 374,40	EUR	0,35
LU1460782573	HSBC GLOBAL INVESTMENT MULTI ASSET STYLE FACTORS SICAV	PROPRE	96 788,00	1 027 694,98	EUR	0,27
LU1807488066	JANUS HENDERSON FUND GLOBAL EQUITY MARKET NEUTRAL FD	PROPRE	86 932,00	874 109,95	EUR	0,23
LU1433232698	PICTET TR SICAV ATLAS	PROPRE	10 288,00	1 288 674,88	EUR	0,34
LU1849560120	THREADNEEDLE LUX SICAV CREDIT OPPORTUNITIES SICAV	PROPRE	103 299,00	1 053 329,57	EUR	0,28
Total O.P.C.V.M.				346 873 258,73		91,53
Total Valeurs mobilières				346 873 258,73		91,53
Liquidités						
APPELS DE MARGES						
	APPEL MARGE EUR	PROPRE	1 130 254,28	1 130 254,28	EUR	0,30
	APPEL MARGE USD	PROPRE	-91 712,50	-80 975,19	USD	-0,02
Total APPELS DE MARGES				1 049 279,09		0,28
BANQUE OU ATTENTE						
	ACH DIFF OP DE CAPI	PROPRE	-28 339,08	-28 339,08	EUR	-0,01
	BANQUE EUR CAI	PROPRE	26 834 195,72	26 834 195,72	EUR	7,08
	BANQUE JPY CAI	PROPRE	35 529 365,00	272 506,25	JPY	0,07
	BANQUE USD CAI	PROPRE	403 042,92	355 856,37	USD	0,09
	SOUS RECEV EUR CAI	PROPRE	194 728,24	194 728,24	EUR	0,05
Total BANQUE OU ATTENTE				27 628 947,50		7,29
DEPOSIT DE GARANTIE						
	DEP GAR S/FUT USD	PROPRE	140 360,00	123 927,25	USD	0,03

Code valeur	Libellé valeur	Statut Valeur	Quantité	Valeur boursière	Devise de cotation	% Actif net
	GAR SUR MAT FERM V	PROPRE	4 745 401,29	4 745 401,29	EUR	1,25
Total DEPOSIT DE GARANTIE				4 869 328,54		1,28
FRAIS DE GESTION						
	PRCOMGESTFIN	PROPRE	-285 253,73	-285 253,73	EUR	-0,08
	PRCOMGESTFIN	PROPRE	-110 368,87	-110 368,87	EUR	-0,03
Total FRAIS DE GESTION				-395 622,60		-0,10
Total Liquidites				33 151 932,53		8,75
Futures						
Change (Livraison du sous-jacent)						
EC160322	EURO FX 0322	PROPRE	58,00	80 975,19	USD	0,02
Total Change (Livraison du sous-jacent)				80 975,19		0,02
Indices (Livraison du sous-jacent)						
VG180322	EURO STOXX 0322	PROPRE	-1 619,00	-1 198 261,61	EUR	-0,32
Total Indices (Livraison du sous-jacent)				-1 198 261,61		-0,32
Taux (Livraison du sous-jacent)						
RX100322	EURO BUND 0322	PROPRE	-20,00	68 000,00	EUR	0,02
Total Taux (Livraison du sous-jacent)				68 000,00		0,02
Total Futures				-1 049 286,42		-0,28
Total COVEA PROFIL OFFENSIF				378 975 904,84		100,00